POUVOIR OUVRIER

SOMMAIRE

LE NOUVEAU POUVOIR ALGERIEN.

La réforme des comités d'entreprise.

Les Prud'hommes : défense des ouvriers ?

Le Congrès du S.N.I.

PEUVENT-ILS INDUSTRIALISER
LE TIERS MONDE ?

N° 72 JUILLET-AOUT 65

0,30 F MENSUEL.

- PROCES VERBAL DE LA REUNION DU COMITE DE LIAISON POUR LE FRONT -

DE LA RESISTANCE A L'INTEGRATION

27.6.65

PRESENTS : - Les représentants des groupes et tendances :

- Ecole Emancipée : P. BOSSUT et R. DE PAEPE
  J. DESACHY a envoyé une lettre d'excuses

- Informations Ouvrières : P. LAMBERT - Stéphane JUST - Daniel RENARD

- Union des Anarchistes Syndicalistes : Serge [illegible] - J. SALMERO
  P. DURY - GATINO

- Comité de liaison d'action pour la Démocratie Ouvrière (NANTES) : - Y. ROCTON

- Pouvoir Ouvrier : - MARTINE - VEGA

- Voix Communiste : - Pierre FRANCOIS des Voix Communistes excusé a pris connaissance du P.V. Il l'a approuvé complètement.

-:-:-:-:-:-:-

- ORDRE DU JOUR :

- I) La prise de position d'Alexandre HEBERT concernant les dernières élections municipales.

- VEGA : au nom de Pouvoir Ouvrier :

- Regrette que les différentes tendances n'aient pas été informées ainsi que le Comité sur les questions posées par la position prise par A. HEBERT membre du Comité de liaison au titre de représentant de l'U.A.S. et du Clado.

- P. LAMBERT : au nom de "Informations Ouvrières"

- Il était difficile de nous réunir, avant que la crise suscitée par la position de HEBERT ne soit réglée par les tendances auxquelles ce dernier adhérait. Il fallait préalablement que le CLADO de NANTES et l'U.A.S. prennent position, sinon notre comité se serait érigé en "tribunal" des tendances. C'est parce que nous avons voulu éviter une discussion stérile, sur le plan idéologique, qu'il fallait attendre que l'U.A.S. et le CLADO règlent eux-mêmes la question. Nous sommes un Front Unique de tendances regroupées sur une plate-forme limitée et non une organisation unifiée. Chacune des tendances doit rester souveraine. Dans le cas présent, cela signifiait que liberté totale était donnée à chacun de prendre position, ce que pour notre part nous avons fait, le CLADO et l'U.A.S. ont pris position en fonction des nécessités dont ces tendances étaient seuls juges.

C'est une tragédie que celle de la capitulation de Alexandre HEBERT qui jusqu'à 1965 était un des militants les plus actifs de l'avant-garde révolutionnaire. Cette capitulation, ce passage sur la position de la bourgeoise (soutien du bourgeois MORICE) fait perdre à l'avant-garde révolutionnaire une importante position dans la lutte de classe. Les conséquences en ont été l'accord d'entreprise (BRISSONNEAU) que HEBERT avec les révolutionnaires avaient toujours condamné. C'est dans les grèves de NANTES, la totale absence de l'U.D. F.O. dans la lutte de classe. C'est l'U.D. F.O. qui s'est retrouvée avec les autres appareils contre le mouvement des masses. Les révolutionnaires doivent condamner, en conséquence la capitulation de HEBERT. C'est là la position qu'a prise I.O.

- Yven ROCTON : au nom du CLADO

- explique que les militants du CLADO n'ont pas été prévenus par HEBERT de la position qu'il entendait prendre en soutenant le réactionnaire MORICE. Au début du mois de Février 1965, le CLADO réuni en sa présence a condamné la position de HEBERT.

- Serge MAHE : au nom de l'U.A.S.

- Les camarades de l'U.A.S. ont appris par la presse la déclaration de HEBERT. Le problème a été réglé à l'U.A.S. par la démission de HEBERT. Mais il n'était pas possible de réunir le Comité de liaison pendant la crise, avant que les problèmes soient tranchés au sein des organisations où militait HEBERT.

La discussion est ouverte sur une proposition de VEGA demandant que le Comité de liaison prenne position publiquement sur cette question.

Après discussion, toutes les tendances décident qu'une déclaration sera incluse dans le procès verbal de la réunion:

- DECLARATION :

Après discussion approfondie de la position prise par HEBERT à l'occasion des élections municipales de NANTES, les différentes tendances composantes du Comité condamnent unanimement le soutien apporté par HEBERT à une aile de la bourgeoisie, position incompatible avec l'action de classe menée par le Comité.

Il informe d'ailleurs que HEBERT ne fait plus parti du Comité.

La discussion est ensuite ouverte sur la situation et les perspectives. Tous les participants prennent part à la discussion. Décision est prise que chacune des tendances définira dans un texte de 2 pages et pour le 5 Septembre, leur point de vue. Un bulletin sera édité qui préparera la prochaine réunion du Comité fixée au dimanche 3 Octobre.

-:-:-:-:-:-:-:-

Il est rappelé que pour le financement des voyages et l'édition du Bulletin chacune des tendances s'est engagée à apporter une contribution financière mensuelle:

- E.E.....I25 Francs
- I.O.....I25 Francs
- U.A.S.....I25 Francs
- Voix Communiste.....I25 Francs
- CLADO..... 50 Francs
- Pouvoir Ouvrier..... 50 Francs

- Correspondance à : Francis TOUR - I04, Bd de Clichy - PARIS

LE NOUVEAU POUVOIR ALGÉRIEN

Le renversement de Ben Bella a surpris tout le monde, y compris les Algériens. Mais ce qui peut étonner davantage, c'est l'absence de riposte. Il y a eu des réactions mais pas de contre-offensive d'un parti ben belliste. C'est qu'il n'y avait pas de partisans de Ben Bella. Le pouvoir de ce dernier était fait de prestige et de népotisme. Il n'avait réussi à construire ni un Etat ni un parti.

C'est l'un des enseignements immédiats de son renversement: le vide politique dans lequel le chef avait instauré son pouvoir n'avait pas été rempli, les problèmes quotidiens qui sont ceux de la grande masse des Algériens: travail, logement, instruction, n'avaient pas été rattachés à une analyse d'ensemble de la société algérienne indépendante, à la définition des tâches,à l'élaboration d'un programme capables de mobiliser les masses. Celles-ci sont restées, comme au lendemain de l'indépendance, abîmées dans leurs difficultés immédiates, et la politique de Ben Bella leur est restée étrangère.

La chute du leader algérien ne résulte pas d'une simple révolution de Palais. Le coup d'Etat, sur le plan du pouvoir, traduit quelque chose de plus profond que des mésententes personnelles : la crise permanente dans laquelle le pays est plongé, - et qui a pour cause et pour effet la misère.

Depuis l'indépendance, les structures fondamentales de la société algérienne n'ont pas été modifiées : surpopulation agricole (il y a toujours 80% des Algériens à la campagne, dont un sur deux est sans travail), sous-industrialisation, analphabétisme, absence de main-d'oeuvre qualifiée, que ce soit le trésorier du comité de gestion, le mécanicien réparateur, l'instituteur, l'agronome ou le médecin. La seule transformation qui ait réellement touché la vie des travailleurs, du moins d'un certain nombre, a été la constitution du secteur d'auto-gestion : il couvre 40% des terres cultivables, et les meilleures, puisque ce sont celles de la colonisation. L'existence des comités de gestion exprime un aspect essentiel de la lutte des Algériens : non seulement lutte pour l'indépendance, mais lutte pour la terre et pour sa mise en exploitation commune. L'initiative des comités de gestion est venue de la base, en particulier des ouvriers agricoles. Cette forme élémentaire, mais essentielle du socialisme a été le fait de travailleurs s'emparant, du moins pour les plus anciens de ces comités, des moyens de production abandonnés par les patrons.

Mais le mouvement d'auto-gestion s'est arrêté aux limites du domaine de la colonisation, et sa signification politique profonde, celle du pouvoir des travailleurs, ne s'est pas développée en raison du caractère étroitement paysan du mouvement : celui-ci visait la terre beaucoup plus que l'organisation sociale et politique, et, même sur ce plan, ne parvenait pas à s'organiser hors du cadre local pour résoudre le problème de la commercialisation des produits ou pour imposer une réponse conforme à l'intérêt des travailleurs à la question de la distribution des bénéfices. C'est du reste à cause de

cette étroitesse que le contrôle des comités par le truchement de directeurs désignés par Alger a été somme toute facile. La situation des comités s'est pétrifiée dans une position bâtarde où les travailleurs ont un semblant de pouvoir qu'ils n'ont en général pas les moyens d'exercer, ne serait-ce que parce que la plupart ne savent pas lire, et où Ben Bella disposait pour sa part de la réalité du pouvoir sans trop savoir qu'en faire,parce qu'il n'avait pas les moyens de coordonner l'ensemble de l'économie de ce secteur,faute d'appareil administratif et de techniciens. En dehors de ce secteur, la situation des campagnes et des villes est à peu prés celle d'il y a trois ans.

Face à la misère, les expédients auxquels Ben Bella eut recours consistaient à régler le problème de la faim par l'importation de blé américain,celui de la sous-qualification par l'appel à des techniciens étrangers,celui du chômage par l'émigration des sans travail vers la France et ailleurs. Enfin on parlait, peu avant la chute du président algérien,d'une réforme agraire, mais sans qu'on sache encore si elle devait toucher la grande propriété algérienne ou si elle visait seulement à créer des coopératives de petits propriétaires pauvres. Mais à supposer que cette réforme eût été réellement décrétée par le gouvernement Ben Bella, il est probable qu'elle fût restée lettre morte faute d'un appareil susceptible de la faire appliquer.

***

A lire les déclarations faites depuis un mois par le CNR, il semble que toute sa critique de Ben Bella porte sur ses méthodes de gouvernement et que tout son programme consiste dans l'édification d'un appareil politique et étatique susceptible de donner consistance à une orientation quelle qu'elle soit,et particulièrement à la mise en ordre de l'économie du secteur auto-géré et au projet de réforme agraire. Liquidation du pouvoir personnel, élimination de l'empirisme, de l'improvisation, du népotisme, de la gabegie, discipline imposée aux administrateurs et aux responsables, tels sont les motifs répétés des déclarations du CNR. Constituer une moralité politique en ressuscitant l'esprit de la résistance, retourner aux sources, prendre appui sur les "forces vives de la nation", c'est à dire les anciens moudjahidines, voilà le ciment idéologique avec lequel le CNR entend édifier un appareil étatique et politique digne de ce nom. Quant au programme qui s'esquisse à peine, il parait devoir donner la priorité aux problèmes intérieurs, plus spécialement aux problèmes de l'économie.

La prise du pouvoir par Boumedienne et son Etat-major ne signifie certainement pas une révolution politique. Il n'y aura pas de réorientation majeure ni en politique extérieure ni en politique intérieure. Si le CNR fait la réforme agraire, elle était dans les cartons de Ben Bella. Et le test de cette continuité, c'est que la plupart des ministres d'aujourd'hui étaient ministres hier. Le renversement de Ben Bella est une opération qui, du moins dans la tête des chefs militaires, vise avant tout l'élimination d'un style politique jugé débraillé, exhibitionniste, inefficace et ruineux, et l'instauration d'un style sobre, effacé, économe, efficace. Ce style, c'est celui dont Boumedienne a doté l'ANP.

On connait l'histoire de cette armée, forgée aux frontières de l'Algérie avec des instructeurs venus des armées de l'Est et de l'Ouest, nantie d'un matériel également cosmopolite, introduite dans le pays après la proclamation de l'indépendance pour imposer Ben Bella aux factions dirigeantes et aux combattants de l'intérieur, ouvrant le feu sur les maquisards des Wilayas II et III (Constantinois et Kabylie), s'emparant des terres laissées vacantes par les propriétaires européens et réalisant ici et là une gestion bureaucratique directe des entreprises agricoles.

Il est inutile de revenir sur le caractère ouvertement répressif de cet appareil militaire face à la réalité de la révolution algérienne, c'est à dire aux maquis. Le fait qui doit être souligné aujourd'hui, c'est le renversement des alliances qui semble avoir permis le coup d'Etat du I9 juin. Il était généralement admis qu'un conflit opposait les militaires de l'ANP et les anciens maquisards, dont le symbole était Mouland el Hadj, commandant de la Wilaya kabyle, et il semblait que Ben Bella avait manoeuvré, notamment lors de la guerre avec le Maroc, pour tempérer l'importance prise par l'Etat-major dans son gouvernement grâce au ralliement des anciens maquisards. Or, on retrouve Mouland dans le CNR. Ben Bella semble avoir été joué par une coalition des militaires de l'ANP et des Wilayas, ce qui a permis de jeter un voile pudique sur la fonction remplie par l'armée de Boumedienne il y a trois ans et de faire appel indistinctement à l'esprit "ancien combattant".

*

* *

Mais c'est là de la petite histoire. Veut-on tenter de caractériser le nouveau pouvoir, on se trouve devant une gamme d'appréciations qui oscillent entre deux positions apparemment extrêmes, et qui montrent l'incertitude des "observateurs". L'opinion de Castro est que le pouvoir de Boumedienne est réactionnaire parce qu'il est appuyé sur l'armée et qu'il revendique la tradition islamique comme son idéologie essentielle. L'autre pôle des appréciations, celui qui a pu paraître impliqué dans la reconnaissance immédiate du CNR par Pékin, voit dans le nouveau pouvoir, tout au contraire, la promesse d'une radicalisation politique, d'un encadrement des masses par un appareil "pur et dur" en vue de leur mobilisation, de leur mise au travail et finalementde l'accumulation de capital qui permettrait de sortir l'Algérie du cercle vicieux du sous-développement.

Ces deux appréciations sont probablement fausses, Boumedienne n'est ni un officier réactionnaire ni un commissaire communiste. Dire que le CNR est l'organe de la réaction est ne rien dire. De quelle réaction pourrait-il s'agir ? Boumedienne n'est ni plus ni moins lié à l'impérialisme, notamment français, que Ben Bella. Il hérite de la même situation que son prédécesseur, situation de compromis résultant du fait que la lutte anti-impérialiste en Algérie n'a pas pu parvenir à ses objectifs, ni même se les donner explicitement, en raison du poids écrasant de la présence française dans le pays, et qu'il a fallu maintenir des liens avec l'ancienne métropole sous peine de bloquer complètement le fonctionnement de l'économie et de la société. Quant à la classe des grands propriétaires fonciers algériens, dont les biens ont jusqu'à présent échappé aux mesures de collectivisation, l'Etat-major n'en est pas davantage l'expression que pouvait l'être Ben Bella. Et si enfin l'on veut parler de la bourgeoisie algérienne proprement dite, il faut encore une fois constater son extrême faiblesse, laquelle est somme toute à l'origine de l'histoire de l'Algérie depuis une vingtaine d'années. Plus près de nous, qu'on se rappelle seulement avec quelle facilité et quelle rapidité, les Farès, les Abbas, représentants de cette classe, ont été écartés de la direction après l'indépendance. Abbas n'est pas entré au CNR ni au nouveau gouvernement.

Il reste néanmoins que même si socialement le pouvoir de Boumedienne ne se rattache pas à une classe réactionnaire et même si son idéologie est confuse, le nouveau pouvoir est marqué par sa facture militaire. Qu'on prenne par exemple le trait le plus frappant de l'Algérie indépendante, l'existence d'un secteur important de l'économie

qui est sous l'autorité, au moins de principe, de comités de travailleurs, il est bien évident qu'il y a une opposition absolue entre le principe de l'auto-gestion, qui est que les exécutants ont le pouvoir de décision, et l'organisation militaire : celle-ci repose sur l'axiome contraire, selon lequel les chefs décident et les "hommes" exécutent. L'armée de Boumedienne ne fait pas exception à cette règle enseignée dans les académies militaires du monde entier.

De ce point de vue, par conséquent, le nouveau pouvoir, quelles que soient ses intentions, va tenter d'introduire son modèle disciplinaire dans la société algérienne toute entière, de renforcer le centralisme, d'établir une hiérarchie plus rigoureuse, de définir des responsabilités et des sanctions, d'instaurer une moralité gestionnaire dirigeante. Tout cela porte un nom ; c'est la formation d'une bureaucratie politico-étatique.

Mais n'est pas chinois qui veut, et tout appareil dirigeant de ce type n'a pas forcément l'idéologie, le poids social et les perspectives de la bureaucratie "maoïste". L'appareil bureaucratique qui gouverne la Chine s'est constitué à partir d'une idéologie unique et dynamique, le stalinisme, qui a permis de recruter dans l'ancienne société chinoise, chez les ouvriers, les petits-bourgeois ruinés et les intellectuelspersécutés, les cadres dont le nouveau régime en gestation avait besoin. Mais surtout, cet appareil a pris le pouvoir porté par un formidable mouvement des masses paysannes qui a provoqué l'effondrement de structures sociales déjà minées par la guerre et l'occupation japonaise. C'est parce que la bureaucratie de Mao s'est appuyée sur ce mouvement et a entrepris de transformer profondément les anciens rapports sociaux qu'elle a pu asseoir solidement son pouvoir. C'est parce que les masses voyaient l'ancien ordre social disparaître, qu'elles ont donné, du moins pour un temps, leur adhésion au nouveau régime. Cette adhésion des masses d'une part, le fait que la Chine possédait déjà des bases industrielles importantes d'autre part, ont permis au gouvernement de Pékin de lancer et de poursuivre, sans avoir recours aux capitaux étrangers, ses plans de développement économique.

Aucune de ces conditions ne se retrouve en Algérie. D'abord, l'ANP n'a rien à voir avec l'armée de Mao. L'Etat major algérien, même dans la période où il passait le plus clair de son temps, sur la frontière, à discuter de théorie, a été incapable de doter les soldats d'une idéologie dynamique, qu'elle soit stalinienne ou autre. Les vagues références à un "socialisme respectueux des réalités spécifiquement algériennes" sont à une telle idéologie ce que la limonade est à du vin rouge. Les soldats de Boumedienne auront du mal à passer, aux yeux de la population, pour des libérateurs. Quant aux maquisards, ils ont été des résistants plutôt que des révolutionnaires ; pendant la guerre, la paysannerie algérienne n'a pas pu s'emparer des terres en même temps qu'elle luttait pour l'indépendance, il a fallu que les colons s'en aillent pour que l'occupation et l'exploitations des biens vacants se fasse. De cela, nul n'est responsable, si ce n'est encore une fois le poids de l'impérialisme français et de sa répression.

Sans idéologie vivante, sans soutien actif de la population laborieuse, le nouveau pouvoir algérien ne pourra pas apporter de solution à la crise permanente dont souffre le pays. Sans doute sera-t-il conduit par la logique de la situation, par la nécessité de rémedier à la misère, à essayer de mettre en application un programme d'accumulation avec les moyens du bord : réforme de la petite propriété algérienne et expropriation de

la grande ; drainage de l'épargne privée et lutte contre la thésaurisation et la spéculation ; contrôle et orientation des investissements ; discipline sévère du travail en vue d'élever la productivité. Mais ce programme se heurtera non seulement au fait que la plupart de capitaux investis ou disponibles sont étrangers, et par conséquent protégés par l'impérialisme, mais plus profondément à la faiblesse des ressources propres à l'Algérie et au fait que, pour dégager un surplus de produits non consommables et transformables en investissement productif, il faudrait que le CNR dispose d'une adhésion enthousiaste de la population travailleuse, que celle-ci soit prête à fournir un effort supplémentaire sans compensation à terme prévisible. Or, aucun élan révolutionnaire pour la reconstruction du pays n'est perceptible. L'UGTA a, au contraire, fait les plus grandes réserves à l'endroit des nouveaux dirigeants ; la décapiter une nouvelle fois ne forcera guère l'adhésion des militants de base.

*
* *

Pour les révolutionnaires algériens, la tâche actuelle n'est pas de brandir un programme "socialiste" et de tabler sur une prochaine offensive des travailleurs pouvant aboutir à la prise du pouvoir. Le sous-développement et la misère hérités de l'impérialisme, la lassitude et le désarroi des masses rurales et urbaines interdisent toute perspective socialiste à court terme.

Aider les ouvriers et les travailleurs agricoles à défendre leurs conditions de vie et de travail, s'opposer à l'étatisation des syndicats, dénoncer et combattre les privilèges des gros propriétaires et des bureaucrates, défendre les comités d'auto-gestion contre la main-mise de l'Etat, appuyer en même temps toute mesure réelle de transformation des structures agraires, exiger le développement de la scolarisation et de la formation professionnelle, de l'égalité entre les deux sexes, combattre l'influence de la religion, oeuvrer enfin au regroupement de militants en vue de constituer des noyaux d'une nouvelle organisation politique des travailleurs, telles paraîssent être les seules tâches possibles dans l'immédiat. Et elles devraient être accomplies dans les dures conditions de la clandestinité.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

ALGERIE 1962...

"Un fait certain se dégage de la situation algérienne : ce ne sont ni les travailleurs ni les paysans qui édifient et contrôlent le nouvel état. Il n'existe actuellement aucun organisme de base leur permettant de participer réellement à l'organisation de la nouvelle Algérie...

L'Etat que le Bureau Politique s'efforce de mettre sur pied est un corps étranger à la population travailleuse; ses principaux collaborateurs, ses plus fermes soutiens, ils les trouve d'une part chez les politiciens, les officiers, les fonctionnaires et les arrivistes, de l'autre chez les petits-bourgeois. Par sa structure, pour autant que celle-ci commence à se dessiner, il ne se différencie guère d'un Etat bourgeois : appareil administratif séparé de la masse et dirigé par des préfets, des sous-préfets, des magistrats, des chefs de police, armée hiérarchisée où l'obéissance aveugle du soldat remplace de plus en plus la nécessaire discipline du combattant du maquis. Quant au système représentatif, que dire de cette Assemblée dont les députés, préalablement choisis par le Bureau Politique, ont été "élus" par une sorte de référendum où il était impossible de voter pour quelqu'un d'autre ?".
(Pouvoir Ouvrier n°43, septembre 1962)

LA RÉFORME DES COMITÉS D'ENTREPRISE

Création et rôle des comités d'entreprise.

A la Libération, pour satisfaire une certaine poussée des masses vers une démocratie économique, et pour canaliser cette poussée, les comités d'entreprise ont été crées. La loi de 1945 leur accorde des pouvoirs très étendus : en principe, le patron ne peut rien décider sans entendre d'abord leur avis, la gestion des oeuvres sociales et des cantines leur est confiée.

Certains ont cru qu'une dualité de pouvoir s'installerait dans l'usine, pouvoir patronal d'un côté, pouvoir ouvrier représenté par le comité d'entreprise d'un autre côté. Mais cette dualité est impossible en période normale. Dans la réalité, le comité d'entreprise n'est pas consulté par le patron, il lui laisse ronger l'os des oeuvres sociales.

La bureaucratie syndicale trouve dans les comités d'entreprise un débouché et un terrain de développement. Elle place des militants qui apprennent à gérer sous le capitalisme et dont la perspective est l'extension de ces attibutions gestionnaires dans le régime actuel.

La relance des comités d'entreprise par l'UNR.

A l'UNR, l'association capital-travail sert de doctrine sociale. Substituer la collaboration des classes à la lutte des classes, voilà le grand rêve!

Comment ne pas penser à ces fameux comités d'entreprise. On augmentera un peu les pouvoirs des élus du personnel, moyennant une intégration plus poussée. La réforme des comités d'entreprise devient ainsi un des éléments de la politique des revenus. L'UNR n'est peut-être pas, dans ce cas, le fidèle représentant du patronat français, du moins celui groupé dans le CNPF, mais elle représente sûrement la tendance du capitalisme moderne à l'intégration des syndicats.

Les principaux points de la réforme votée fin juin par l'Assemblée Nationale(1)

Le représentant syndical : D'abord faire plaisir aux bureaucraties syndicales. A côté des représentants élus du personnel, siègera au comité d'entreprise le représentant de chacun des syndicats "représentatifs", choisi par son syndicat et non élu par les ouvriers. Voilà au moins quelqu'un qui sera bien dans la ligne des directions syndicales.

La représentation des cadres : En plus du collège ouvriers et employés et du collège techniciens, un collège ingénieurs et cadres est créé. Leur représentation sera proportionnellement plus forte que leur importance numérique. Voilà également des délégués qui,

(1) La SFIO a voté pour, avec l'UNR et les Indépendants. Le PC s'est abstenu.

Les Prud'hommes : défense des ouvriers ?

En juillet 1964, le personnel d'un atelier de la C.A.F.L. (Compagnie des Ateliers et Forges de la Loire), à Firminy, faisait une heure de grève à la suite du refus opposé à leurs revendications. Cette action se répèta 4 fois et la direction riposta chaque fois en interdisant la reprise du travail. Les ouvriers d'un autre atelier, à leur tour, firent grève une demi-journée; la direction décréta leur mise à pied pour le lendemain.

Face à cette attitude patronale, les délégués syndicaux organisèrent une réunion d'information d'une heure à laquelle assista tout le personnel de l'usine. La reprise du travail fut à nouveau interdite.

Les ouvriers firent alors appel aux Prud'hommes (*) en réclamant une indemnité pour perte de salaire. Le conseil des Prud'hommes ne put se prononcer, les voix s'étant partagées (deux contre deux). C'est au juge de paix que revenait la décision. Il jugea l'affaire en faveur de la direction...comme il se doit! Pour cela, il s'appuya sur un nouvel article du réglement intérieur, " les heures de début et de fin de travail fixées par la direction doivent être scrupuleusement observées ", sans tenir compte du problème réellement posé : les ouvriers ont-ils oui ou non le droit de faire grève ? Cet article remplaçait d'ailleurs un autre qui portait de façon plus criante atteinte au droit de grève :" si des débrayages ont lieu en cours de poste, le personnel ne pourra reprendre le travail pour la fin du poste ou du demi-poste en cours. Si le personnel décide des réductions d'horaire, par des arrêts en fin de poste par exemple, la direction se verra dans l'obligation de réduire l'horaire hebdomadaire."

Face aux revendications et aux luttes ouvrières, le patronat riposte par le lock-out. La direction de la C.A.F.L. a tenté, à travers ses deux notes de service, d'institutionnaliser le lock-out dans son entreprise, sans qu'il y ait eu une réaction directe de la part des syndicats. Les derniers conflits (Nantes, Berliet, Peugeot) montrent que cette riposte est de plus en plus systématique.

Dans le cas de conflits individuels, lorsque le patronat commet des infractions à la loi (heures supplémentaires, congés payés, salaires), les ouvriers peuvent obtenir gain de cause devant les Prud'hommes. Pour l'ouvrier, cette juridiction présente des avantages: relative rapidité, frais moins élevés.

Par contre, quand il y a conflit ouvert entre les patrons et les ouvriers, l'intervention du juge de paix est inévitable; celui-ci, représentant de l'Etat, ne peut que soutenir l'attitude patronale. Patronat et Etat, défendant des intérêts communs, s'entendent sur le dos des travailleurs ! C'est donc leurrer les travailleurs que de leur faire croire que dans de tels conflits les Prud'hommes statueront en leur faveur.

Tout en reconnaissant qu'"il ne faut pas créer l'illusion que cette juridiction peut apporter une solution définitive dans les conflits entre travailleurs et patronat" (CGT de Sochaux), les syndicats de Peugeot (CGT, CFDT) continuent à faire appel aux Prud'hommes sur le problème du droit de grève. La décision des Prud'hommes de Firminy est un précédent. L'action engagée par les syndicats de Peugeot risque fort d'aboutir au même résultat.

(*) Le conseil des Prud'hommes règle les conflits du travail. Il est composé de juges élus parmi les membres de la profession (autant de représentants ouvriers que patronaux).

Le Congrès du S.N.I.

Le Congrès du Syndicat National des Instituteurs s'est tenu à Paris du 11 au 15 juillet. Banderoles dans la salle : " C'est de vous d'abord, en premier, primairement, que dépend l'avenir du pays" (J.Rostand) - "Le rêve d'une humanité nouvelle ne peut commencer que dans une salle de classe"(Guéhenno) - "Laïcité de l'enseignement, progrès social, ce sont deux formules indivisibles" (Jaurès).

***

Le S.N.I. est un syndicat de masse : il regroupe environ 270.000 instituteurs, soit presque 85 pour cent du total.

On sait que pour éviter l'éclatement lors de la scission de la C.G.T. en 1948, le S.N.I. choisit de rester autonome, permettant l'unité syndicale des enseignants par la reconnaissance officielle du droit de tendance. Trois tendances existent actuellement : la "majorité" autonomiste, les ex-cégétistes et les Amis de l'Ecole Emancipée qui se réclament du syndicalisme révolutionnaire.

Le S.N.I., par sa volonté circonstancielle d'autonomie donne l'impression de constituer un syndicat corporatiste, par sa reconnaissance du droit de tendance il se présente comme une organisation démocratique. Il semble que ce soit ce caractère à la fois corporatiste et démocratique qui lui permette de regrouper presque tous les instituteurs.

Depuis un an, l'Ecole Emancipée a retiré ces deux responsables du bureau national (Congrès de Lille 1964) parce qu'elle ne veut pas cautionner la politique de collaboration des classes qui est celle de la "majorité" et des ex-cégétistes. Cette politique consiste à participer à toutes les structures mises en place à l'heure actuelle pour faire appliquer le Vème. Plan : commission du Plan, Conseil économique et social, commission Laurent, commissions académiques de la carte scolaire, etc. L'Ecole Emancipée a engagé depuis un an la lutte pour que la direction du S.N.I. rompe avec ces organismes. Cependant, le résultat n'est pas très encourageant puisque le rapport moral d'activité de Desvalois, secrétaire général du S.N.I., a été adopté au Congrès par plus de 2300 mandats contre 213.

Bien sûr, l'appareil dirigeant ne facilite pas la diffusion des idées de l'opposition : pas de tribune libre dans "L'Ecole libératrice", organe national du S.N.I., pas de tribune libre dans la plupart des bulletins départementaux, interdiction des réunions d'information de l'Ecole Emancipée, considérées comme fractionnelles. Mais cela ne suffit évidemment pas à expliquer la faible influence des syndicalistes révolutionnaires, dont bien de militants effectuent un travail d'information intense : presse nationale de la tendance, bulletins départementaux parfois, réunions dans les sous-sections cantonales de base.

En fait, le S.N.I. représente assez fidèlement l'état d'esprit réformiste de ses adhérents. Ceux-ci sont mal informés, certes, des problèmes actuels du syndicalisme et du mouvement ouvrier en général, mais ils font confiance à la direction réformiste : ils prennent souvent une carte de syndiqué comme ils prennent une police d'assurance.

Tout comme les autres syndicats, le S.N.I. est engagé depuis longtemps dans une politique de collaboration des classes. Bien sûr, dans certaines limites, il ne peut pourtant faire autre chose qu'exprimer les bespins de la base, il doit répondre aux problèmes qui se posent aux instituteurs. Mais si,d'un côté,il est amené à se prononcer contre l'intégration à l'Etat, s'il dit vouloir donner la priorité à une action générale et se fécilite de son attitude lors des grèves du 11 décembre et du 27 janvier, le S.N.I., d'un autre côté, ne cesse pas de collaborer avec le Pouvoir à tous les échelons.

Si le S.N.I. a la même orientation que les syndicats ouvriers, il en diffère cependant par ses adhérents. L'instituteur n'est pas un travailleur directement productif. Il ne fabrique pas des objets ; sa "matière première", ce sont des enfants. S'il a un horaire, il n'a pas de cadences strictes ; il se sent plus indépendant parce qu'il travaille seul et aussi parce qu'il peut, dans une certaine mesure, utiliser sa propre méthode de travail. Dans les campagnes, il a encore une place privilégiée : confiance et respect de la population, intervention dans les affaires communales. Tout ceci peut naturellement donner à l'instituteur le sentiment de ne pas appartenir à la classe ouvrière.

Mais du fait de son indépendance relative, de la conscience du rôle qu'il a à jouer dans la formation des enfants, de sa culture "humaniste", il est amené à vouloir une certaine "émancipation de l'homme", à prôner "la liberté", etc. Or, il est bien forcé de se rendre compte que les hommes ne peuvent pas être libres dans la société actuelle. C'est pourquoi l'instituteur a souvent une conscience globale des problèmes. C'est parmi les instituteurs qu'on trouve le plus fort pourcentage de militants des partis "de gauche". Mais pas plus que les autres travailleurs, les instituteurs ne croient à l'heure actuelle à la possibilité d'une transformation révolutionnaire de la société. Politisés pour la plupart, ils se perdent toujours dans les sables mouvants de la politique "de gauche".

Tout cela explique l'adhésion massive de la base du S.N.I. aux positions des "majoritaires" et des ex-cégétistes et la faible influence de l'Ecole Emancipée.

***

Le Congrès a réaffirmé les positions générales, bien connues, du S.N.I. sur les problèmes particuliers aux instituteurs, sur l'enseignement, la réforme Fouchet, la laïcité. Mais, indépendamment même du contenu de ces positions, comment le S.N.I. entend-il obliger le gouvernement à les accepter, ou du moins à en tenir compte ? Il a beaucoup été question de "lutte d'ensemble des organisations syndicales". Mais de quelle lutte s'agit-il ? D'actions préparées et discutées à la base, suffisamment longues et dures pour faire plier l'administration ou bien plutôt de la réédition des grèves symboliques de 24 heures, décidées au sommet sans consulter personne ? Rien n'a été dit de concret pour la rentrée en dehors du projet d'"une grande manifestation nationale". En fait, la perspective des dirigeants semble reposer plutôt sur le développement de la lutte de "la gauche unie" en vue de remplacer le gaullisme par une "démocratie véritable".

Dans ces conditions, à quoi le Congrès a-t-il servi ? Pour la direction, à prendre la température des délégués ; pour les délégués, à voir plus clairement l'orientation globale du S.N.I.

Mais le Congrès c'est aussi le rite annuel, la fête nationale du S.N.I. En réalité, toutes les décisions importantes ont déjà été prises avant, dans les départements, et les votes se font par mandats. Le Congrès national n'est pas une assemblée générale décisive. A certains égards, c'est plutôt une cérémonie, au cours de laquelle, par exemple, on reçoit "les délégués fraternels" sous "des applaudissements chaleureux", où l'on se souhaite mutuellement "plein succès", où l'on se donne même l'accolade (l'un des grands moments du Congrès fut la bise de Desvalois à la camarade soviétique).

Cependant, cet aspect traditionnel, "classique",de la vie syndicale des instituteurs ne signifie nullement que leur situation ne change pas. Si l'instituteur n'est ni un travailleur manuel ni un travailleur productif au sens strict du terme, ses conditions de vie, son travail n'en évoluent pas moins dans le sens d'une prolétarisation : par le salaire, bien sûr, mais aussi par la spécialisation (maîtresses d'écoles maternelles, instituteurs élémentaires, maîtres de transition, maîtres de C.E.G. ...), par des conditions de travail plus dures (classes chargées, heures supplémentaires d'orientation...), par la suppression progressive de certains jours de repos (examens, conférences du jeudi...), etc.

Ce sont tous ces problèmes que nous allons retrouver à la rentrée. Et ce n'est pas avec des discours que nous pourrons nous défendre.

PEUVENT-ILS INDUSTRIALISER LE TIERS MONDE ?

L'INDUSTRIALISATION DU TIERS MONDE COMME REPONSE A LA CRISE DE LA DOMINATION IMPERIALISTE.

Telle qu'elle s'est développée dans la phase actuelle , la domination impérialiste sur le Tiers-Monde est minée par un ensemble de contradictions qui ouvrent la perspective de sa destruction révolutionnaire dans des délais plus ou moins longs. (1)

L'impérialisme n'a jusqu'à présent pas trouvé d'autre réponse aux crises qui se succèdent dans le Tiers-Monde que des interventions contre-révolutionnaires armées assorties de projets illusoires d'aménagements de sa domination. Il est certain cependant qu'il existe dans certains milieux des pays impérialistes une tendance à rechercher les moyens d'aboutir à une stabilisation de la situation dans le Tiers-Monde autrement que par une série de guerres.

L'abondante littérature produite ces dernières années sur l'aide aux pays sous-développés, les études faites par les experts sur les conditions du démarrage économique , les théories qui cherchent à établir que le capitalisme est mieux que tout autre système capable de promouvoir une expansion mondiale de la production, contiennent bien entendu une large part de mystification. Elles constituent un des éléments du combat qui se livre contre les révolutions anti-impérialistes aussi bien sur le"front idéologique" que sur les champs de bataille de la guérilla.
Mais elles contiennent aussi un noyau rationnel dans lequel s'exprime l'idée que l'impérialisme ne pourra finalement triompher d'une manière durable de la "subversion communiste" qu'en organisant assez tôt un nouveau système de relations entre les états avancés et les pays sous-développés. Au lendemain de la 2° guerre mondiale l'Europe fut sauvée de la"subversion" essentiellement par le plan Marshall qui, en assurant le démarrage de la reconstruction et de la prospérité, rendit inutiles les interventions militaires. Raisonnant par analogie, théoriciens, experts et conseillers des dirigeants impérialistes déplorent qu'une politique analogue ne soit pas rapidement mise en oeuvre pour consolider les positions "du monde libre" dans les continents sous-développés.

Aux raisons politico-stratègiques qui peuvent pousser l'impérialisme à s'orienter vers une nouvelle politique dans le Tiers-Monde s'ajoutent des raisons proprement économiques.

L'exploitation des pays sous-développés est à l'étape actuelle si lourde qu'elle ne peut pas se perpétuer si elle ne s'assigne à elle-même des freins.

Si rien n'était fait pour ralentir ou stopper la détérioration des termes de l'échange commercial, on aboutirait à la longue à un déficit des moyens de paiement tel que les pays du Tiers-Monde ne pourraient plus solder leurs importations.

(1) Voir articles précédents· "P.O." n°69, 70 et 71.

L'évolution en forme de ciseaux du prix des importations et des exportations du Tiers-Monde conduit à un rétrécisement sinon à une rupture des circuits commerciaux et, par conséquent, à une chute des profits que les Etats impérialistes tirent de leurs relations d'échange avec les pays sous-développés.

De la même manière, les mouvements internationnaux de capitaux ne peuvent pas indéfinimont se poursuivre dans leur forme actuelle. Si les capitaux privés investis dans les régions sous-développées du monde continuaient à décroitre par suite du manque de sécurité des placements et de leur rentabilité inférieure, tandis que les profits rapatriés continuaient à être investis dans les pays hautement industrialisés, les inégalités de développement entre les deux types de pays s'accuseraient à l'extrème.

Si ce processus se développait jusqu'à sa dernière limite, il aboutirait à une situation telle que le Tiers-Monde, après avoir subi une longue hémorragie de richesse, ne jouerait plus qu'un rôle très secondaire dans la reproduction du capital, qui se trouverait presqu'entièrement regroupé dans les régions les plus avancées du globe. Le capitalisme impérialiste aurait alors accompli une sorte de cycle: après avoir envahi le monde entier, il tendrait à se rétracter dans les frontières de son aire de départ où se trouveraient concentrées toutes les richesses du globe.

L'accomplissement d'un tel cycle est cependant très improbable.-D'abord parce que les pays du Tiers-Monde, abandonnés à leur misère après avoir été longuement pillés, constitueraient une zone de convulsions permanentes où l'URSS et à défaut la Chine maoiste trouveraient un terrain idéal de pénétration pour renforcer leurspositions stratégiques.-Ensuite, parce qu'un retrait de l'impérialisme vers les pays hautement industrialisés présuppose que le capitalisme ait la possibilité de fonctionner durablement par le moyen de l'expansion interne.

Or, s'il est vrai que depuis la 2° guerre mondiale l'économie capitaliste a retrouvé la forte capacité de croissance intérieure qui lui avait manqué à partir de la formation des monopoles, cette constatation ne permet pas d'augurer de ce qui va se passer dans les décades qui viennent. Les contradictions entre les ensembles impérialistes, qui étaient assoupies depuis vingt ans, recommencent à se manifester, quoique sous des formes atténuées, et des difficultés nouvelles surgissent maintenant devant les sociétés capitalistes avancées, nées de la vigueur de l'expansion elle-même.

Alors que l'Amérique traverse depuis plusieurs années une des phases de haute conjoncture les plus élevées de toute son histoire, de nombreux signes de malaise s'y manifestent. En pleine période de prospérité, l'appareil de production US ne parvient plus à employer la totalité de ses capacités et récemment on s'est alarmé des proportions atteintes par la vente à crédit et du nombre de familles américaines qui se sont endettées. Surtout le chômage auquel a abouti l'automation et s'aggravera vraisemblablement encore avec la cybernation, augmente à chaque phase de récession sans parvenir à se résorber entièrement en période de reprise, de sorte qu'une armée industrielle de réserve de plusieurs millions d'hommes demeure en permanence. De nouveau apparaissent des excédents de capitaux qui cherchent des placements avantageux hors des frontières américaines et notament en Europe.

Mais l'Europe, qui marche avec quelques années de retard sur les mêmes voies que le capitalisme américain, risque, à mesure que seront implantés des ensembles téch-

nologiques automatisés et cybernétisés,de déboucher sur les mêmes problèmes que les USA. Déja elle cherche à se fermer à la pénétration du capital américain et s'efforce de s'ouvrir des voies de pénétration vers les pays de l'Est.

Le réveil des luttes pour l'exportation des marchandises et des capitaux, la gravité des problèmes internes qui sont en train de se développer à mesure que se poursuit la révolution technologique,sont l'indice que dans les années à venir l'expansion externe du capitalisme prendra vraisemblablement une importance beaucoup plus grande que dans les deux décades passées.

Bien qu'elle ne soit pas la seule réponse possible que le capitalisme puisse théoriquement donner aux problèmes que lui posera le chômage technologique,l'industrialisation du Tiers-Monde serait certainement une des tâches qui,par son ampleur même, serait le plus susceptible d'entretenir un rythme de croissance élevé dans les pays avancés. Une politique d'industrialisation effective du Tiers-Monde permettrait, du moins pendant toute une période,d'exporter un volume sans précédent de biens d'équipement et de capitaux et,par suite,de faire fonctionner à plein rendement,sinon même d'accroître encore,l'énorme potentiel productif des pays avancés. La réalité du développement capitaliste viendrait alors coïncider avec l'image idéale du système qu'en donnent ses théoriciens et ses apologistes : face à l'URSS , à la Chine et aux démocraties populaires qui éprouvent les plus grandes difficultés à surmonter leur retard et à faire fonctionner une économie moderne, le capitalisme apparaîtrait comme le régime le plus apte à faire croître la richesse dans le monde entier.

L'INDUSTRIALISATION DU TIERS-MONDE SUPPOSE SON BOULEVERSEMENT SOCIAL

Cette vision d'un système capitaliste faisant entrerles uns après les autres les pays attardés dans l'ère de l'opulence universelle,ne repose cependant que sur des conceptions abstraites supposant résolues toute une série de contradictions qui, aussi bien dans les pays impérialistes que dans les pays arriérés,font obstacle à une ration alisation mondiale du développement capitaliste.

Le plan Marshall fut un indubitable succès parce que les capitaux américains vinrent redonner vigueur à un organisme exsangue mais que toute son histoire avait rendu apte à fonctionner comme organisme capitaliste. Mais le Tiers-Monde n'est pas l'Europe. Il ne suffit pas que des experts fassent le calcul des taux d'investissement et de croissance qui seraient adéquats, ni que des crédits et des capitaux suffisants lui soient alloués, pour qu'un état sous-développé s'arrache à sa misère loqueteuse.

Le retard économique du Tiers-Monde est le produit de tout son développement historique et les forces de production modernes ne pourront pas s'y épanouir tant que, d'une manière ou d'une autre, les structures sociales qui y font obstacle n'auront pas été déblayées.

A l'exception de la plupart des pays d'Afrique Noire qui n'ont même pas atteint ce stade, les états sous-développés sont d'abord accablés par la persistance jusqu'à l'époque moderne de rapports de domination à demi féodaux que la pénétration du capitalisme n'a jamais réussi à dissoudre.

En Asie comme dans presque toute l'Amérique Latine, les masses rurales,qui constituent l'écrasante majorité de la population,restent courbées sous le joug de grands

propriétaires maîtres des meilleures terres. Le régime d'exploitation des paysans présente, bien entendu, de grandes variétés suivant les conditions régionales. Ici les propriétaires arrentent la majeure partie ou parfois la totalité de leur terre, en lopins minuscules, à des familles paysannes qui paient un loyer en argent ou en produits agricoles, ou bien encore font des journées de travail sur les champs du grand domaine réservés au faire valoir direct. Ailleurs dominent de grandes plantations de produits d'exportation sur lesquelles des paysans, peu ou pas pourvus de terres personnelles, viennent travailler en échange du droit de pratiquer des cultures vivrières sur des parcelles périphériques à la plantation.

Quelles que soient leurs particularités locales, ces régimes d'exploitation agraire ont pour principal effet de limiter à l'extrême le développement du marché intérieur nécessaire à la croissance des forces de production capitalistes. D'abord parce que les masses rurales se trouvent maintenues dans le plus extrême dénuement et continuent à vivre dans le cadre d'une économie domestique en n'achetant que des quantités insignifiantes de produits industriels de consommation. Ensuite, parce que, compte tenu de la surpopulation, le coût de la main-d'oeuvre agricole est si bas et les profits si élevés que, même sur les grands domaines, le machinisme agricole et l'usage d'engrais chimiques ne sont pas parvenus à s'imposer. Enfin, parce que les paysans utilisent pour la mise en culture de leurs parcelles un outillage extrêmement primitif que, le plus souvent, ils fabriquent eux-mêmes. Complétant les effets de la misère paysanne, la stagnation des techniques agraires à laquelle à abouti le régime social des campagnes a empêché le développement des industries mécaniques et chimiques fabriquant des moyens de production agricole.

Par ailleurs, les obstacles opposés au développement du marché par les structures agraires se sont combinés aux effets de la domination et de la concurrence impérialiste pour détourner le capital nationnl des investissements industriels.- Les détenteurs de capitaux indigènes hésitent à fonder des entreprises qu'ils savent incapables de lutter contre les monopoles étrangers qui dominent les secteurs les plus rentables-. Quant aux secteurs dédaignés par le capital impérialiste, la rentabilité des investissements industriels y est souvent inférieure à celle des placements fonciers et usuraires.

Cette situation est d'ailleurs en grande partie le produit de la domination impérialiste-Tandis, en effet, que l'introduction- si limitée soit-elle- de la médecine moderne enrayait la mortalité, les marchandises impérialistes ruinaient l'artisanat indigène, cependant que les quelques entreprises nées de l'afflux du capital étranger ne créaient nullement de nouveaux emplois dans les proportions correspondantes- Il en est résulté une formidable surpopulation rurale-20% , 30% et parfois 40% des habitants sont atteints par le sous-emploi- qui a permis aux propriétaires fonciers de porter les rentes agraires à des taux qui dépassent parfois 50% de la valeur de la récolte. Le poids exorbitant des rentes foncières et l'extrême misère de la paysannerie ont alors permis de faire de l'usure un incomparable placement. Le taux de l'intérêt atteint et parfois dépasse 100%.

Des raisons analogues expliquent l'importance prise, à côté du capital usuraire, par le capital commercial. L'insuffisance des marchés intérieurs, la concurrence de

l'impérialisme et la rentabilité douteuse des activités industrielles laissées de côté par les firmes étrangères, font que les capitaux qui s'accumulent à partir de l'exploitation agraire et de l'usure préfèrent s'orienter vers le commerce d'import-export, les activités "compradores" et les spéculations.

Même lorsqu'il atteint à des formes modernes d'organisation- banques, sociétés commerciales etc... le capitalisme des pays sous-développés reste le plus souvent un capitalisme parasitaire qui agglomère de l'argent sans contribuer à l'élargissement de la richesse nationale. Bien plus, il contribue souvent à la réduire,car il est notoire que les couches dominantes d'un certain nombre de pays du Tiers-Monde exportent les capitaux qu'elles concentrent à partir de l'exploitation agraire, de l'usure, du commerce et de la spéculation, en les plaçant dans de solides sociétés financières ou industrielles d'Europe ou d'Amérique du Nord.

Le sous-développement du Tiers-Monde apparaît souvent comme un cercle vicieux : la persistance de structures semi-féodales dans les campagnes paralyse ou ralentit le développement du marché nécessaire à la croissance du capitalisme. En retour, la stagnation ou l'extrême lenteur de l'industrialisation, créent des conditions telles que le capital reste en grande partie en dehors de la sphère de la production pour s'appliquer à des activités économiquement stériles. En d'autres termes, l'industrialisation du Tiers-Monde se heurte à des obstacles qui sont liés à la structure sociale particulière des pays sous-développés et leur démarrage économique ne peut ni s'opérer, ni surtout se maintenir très longtemps,tant que ces structures n'ont pas été bouleversées.

LA BOURGEOISIE DU TIERS-MONDE EST INCAPABLE D'OUVRIR LA VOIE A L'INDUSTRIALISATION.

Toute l'expérience historique prouve que la bourgeoisie des états sous-développés est incapable de réaliser jusqu'à leur terme les tâches qu'accomplit la bourgeoisie européenne lorsqu'elle eut à rompre les entraves que les survivances sociales du passé opposaient à la croissance de la production moderne. En devenant politiquement indépendants,les pays du Tiers-Monde ne sont pas devenus purement et simplement des états bourgeois liquidant le féodalisme agraire et s'assurant la maîtrise du marché national.

La raison en est qu'à l'exception d'une couche d'entrepreneurs nationaux extrêmement mince et parfois même inexistante, la bourgeoisie du Tiers-Monde est organiquement liée au féodalisme, à l'usure et à l'impérialisme. Les propriétaires fonciers , usuriers et en même temps actionnaires des compagnies d'import-export, placent une partie de leurs revenus dans les banques qui ont des participations aux firmes impérialistes. En retour, marchands, spéculateurs et banquiers font des placements fonciers et usuraires,de sorte que l'entrelacement des intérêts bourgeois et semi-féodaux est inextricable.

Même dans les pays où la pression de la bourgeoisie nationale menacée d'étouffement et la crainte des insurrections paysannes ont provoqué la formation de gouvernements réformateurs, les transformations agraires ont été très limitées. C'est ainsi

que dans la plupart des états d'Amérique Latine-Pérou, Guatemala, Bolivie- les distributions de terres faites dans le cadre d'un compromis avec l'oligarchie n'ont abouti qu'à créer une minorité de paysans relativement privilégiés qui ont ensuite servi de points d'appui pour le maintien de l'ordre. Ailleurs, les réformes agraires n'ont été que de cyniques tromperies. Au Vénézuéla par exemple, la réforme agraire à permis à l'oligarchie de vendre à l'Etat 400 000ha de terres inexploitables et d'investir le produit de ces ventes dans des compagnies étrangères. Quant aux paysans "bénéficiaires" des lotissements- 45000 familles sur un total de 400 000 familles sans terre- ils végètent dans des régions éloignées des marchés et dépourvues de routes, et beaucoup d'entre eux ont déja renoncé a mettre en valeur les terres qu'ils avaient reçues. Dans le meilleur des cas, la voie réformiste ne parvient qu'à introduire des transformations trop limitées et trop lentes pour frayer la route à une industrialisation importante et si les réformateurs sont assez hardis pour inquiéter l'oligarchie un coup d'Etat réactionnaire met fin à leurs entreprises.

Même les pays qui, comme le Mexique, ont accompli une véritable révolution, où l'oligarchie a été durement atteinte par les insurrections paysannes, le développement du capitalisme paraît incapable d'atteindre à un complet épanouissement. Après avoir connu une croissance relativement élevée- 4,4% par an jusqu'en 1959- le secteur industriel ne progresse plus qu'avec lenteur - 1,6% par an- et le capital mexicain reflue maintenant vers les opérations de spéculation , le "compradorisme" et même l'usure. Dans les campagnes, en effet, la réforme agraire s'est ralentie puis arrêtée, et au cours des dernières années elle s'est souvent faite au profit d'affairistes liés aux milieux gouvernementaux, de sorte qu'on assiste à une reconcentration de la terre au profit d'une nouvelle oligarchie foncière.

La trajectoire regressive qui est en train d'accomplir le capitalisme mexicain n'est pas une exception. Par bien des traits elle s'apparente à celle que décrivit le capitalisme de la Chine nationaliste et à celle qu'est en train de décrire le capitalisme de l'Inde.

Cela signifie que dans les Etats du Tiers-Monde il n'y a pas de place pour une une phase bourgeoise du développement historique comparable à celle que connurent les états occidentaux. La bourgeoisie est tantôt inexistante, tantôt si socialement atrophiée qu'elle ne parvient à assumer aucune de ses tâches historiques , tantôt enfin elle est atteinte de décrépitude avant même d'avoir achevé sa croissance, de sorte que le développement des forces productives après une phase de démarrage plus ou moins sensible s'achemine vers une période de ralentissement et de stagnation.

(A SUIVRE)

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

LECTEUR : ES-TU DEJA ABONNE ?

ABONNE-TOI, FAIS DES ABONNES AUTOUR DE TOI.

ENVOIE-NOUS DES ADRESSES D'AMIS OU DE CAMARADES QUE "POUVOIR OUVRIER" POURRAIT INTERESSER, NOUS LEUR ENVERRONS QUELQUES NUMEROS GRATUITEMENT.